

13 mars 2009 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur la réforme de l'hôpital, à Rambouillet le 13 mars 2009.

Mesdames et Messieurs,

D'abord je voudrais vous dire combien je suis heureux d'être une nouvelle fois dans un établissement hospitalier. Mon premier déplacement en tant que Président de la République a été à l'hôpital de Dunkerque. Pourquoi ? Parce que l'hôpital a été, depuis 25 ans, le grand absent de toutes les réformes qu'il y a eu dans notre pays dans le domaine de la santé.

Les gouvernements successifs de droite ou de gauche ont réfléchi sur le médicament, sur la médecine libérale, sur la santé publique, sur tout un tas de choses mais l'hôpital était le grand absent.

L'hôpital, c'est un lieu qui est profondément aimé, respecté et craint par les Français. L'hôpital est un lieu où l'on est heureux et c'est un lieu où l'on souffre. Et où l'on pleure parfois. C'est un condensé de toutes les misères et de toutes les joies de la vie. Et vous, personnels hospitaliers, personnels médicaux, quel que soit votre statut, vous avez un point commun, une caractéristique : vous êtes profondément attachés à votre travail et aucun parmi vous ne se pose la question de son utilité.

La société française, sur les 10 dernières années, a fait des efforts budgétaires considérables et pourtant rarement le sentiment que la qualité de vie à l'hôpital se dégrade n'a été aussi profondément ancré. Vous aimez votre métier mais vous vous demandez si vous allez pouvoir continuer à le faire et il est de plus en plus difficile à faire.

Et pourtant quand je regarde les choses en tant que Président de la République avec Roselyne BACHELOT, qu'est-ce que je vois ? Depuis 10 ans le budget de l'hôpital a été augmenté de 50%. 23 milliards d'euros de plus. Depuis 10 ans, 100 000 emplois créés à l'hôpital. Cette année, en 2009 par rapport à 2008, 2 milliards d'euros de plus pour l'hôpital sur un total, je crois, de 70 milliards.

Le plan hôpital 2012 va permettre de financer des investissements, dont celui de Rambouillet qui a un projet d'informatisation : 10 milliards d'euros en plus. Malgré tous ces efforts qui sont incontestables, le malaise non seulement ne s'est pas réduit mais il s'est aggravé. Mon rôle ce n'est pas de voir les choses telles que je souhaiterais qu'elles soient, mais telles qu'elles sont. Et c'est dans ces conditions que nous avons été amenés, avec Roselyne BACHELOT qui a toute ma confiance et mon soutien, à engager cette réforme de l'hôpital. Je sais parfaitement qu'elle inquiète tout le monde pour des raisons d'ailleurs parfaitement contradictoires.

Quand j'écoute la radio le matin, j'ai l'impression que tout va mal et quand je regarde secteur par secteur ce dont on m'a dit que ça allait mal, on me réplique : « Pourquoi tu y touches ? Ca va bien »... C'est fantastique. Qui pourrait me dire : « il faut le statu quo à l'hôpital parce que tout va bien ? » Personne. Donc, nous avons engagé cette réforme. Pourquoi l'avons-nous engagée ? Que va-t-on en faire ?

D'abord, j'ai voulu que la réforme puisse s'engager dans un climat social apaisé et j'ai voulu que soit réglé le problème des heures supplémentaires qui n'étaient pas payées. J'étais très étonné quand je suis allé à Dunkerque. J'ai découvert qu'il y ait des millions d'heures supplémentaires qui n'avaient pas été payées. J'ai demandé à Roselyne BACHELOT de régler ce problème. On a mis 350 millions d'euros sur la table. Il y a un certain nombre d'entre vous, c'est parfaitement légitime, qui peuvent considérer que le compte n'y est pas, mais si vous considérez que le compte n'y est pas avec ce que l'on a fait, qu'est-ce que vous deviez penser avant ? Je n'ai pas

été élu pour ne pas payer des gens qui travaillent. J'ai été élu pour reconnaître le travail, pour favoriser le travail, pour encourager le travail, pour récompenser le travail, pas pour ne pas payer des heures supplémentaires. Personne ne les avait payées et on a même réussi à signer un protocole avec un certain nombre d'organisations syndicales. Cela a quand même détendu beaucoup l'atmosphère dans les hôpitaux.

Deuxième chose : j'avais été interpellé pendant toute la campagne présidentielle par des infirmières. Il y a 450 000 infirmières en France et avec cela nous avons plutôt une densité d'infirmières plus faible qu'en Allemagne, ou qu'en Angleterre parce que le métier n'est pas assez attractif. Et j'avais promis, comme candidat à la Présidence de la République, de reconnaître le caractère universitaire de la formation d'infirmières, de reconnaître le niveau licence, le fameux « LMD ». Cela sera fait dès la rentrée 2009. C'était une revendication des infirmières depuis des années et des années mais cela ne suffit pas. Cela ne suffit pas parce que j'observe qu'à l'hôpital, cher Gérard LARCHER, il y a un problème considérable que je voudrais résumer d'une phrase : tout le monde à l'hôpital a le pouvoir de dire non, quasiment personne n'a le pouvoir de dire oui. Autrement dit, dès que l'on veut changer une vis ou acheter un balai, c'est un drame. Il y a toujours un sous sous chef qui peut dire non mais quand il faut décider positivement, comme il n'y a pas de patron, comme il n'y a pas d'organisation, chacun tire à hue et à dia.

Le premier problème de l'hôpital, c'est un problème d'organisation. Il faut que je vous confesse une chose : je ne crois pas à un système humain qui puisse fonctionner sans un responsable. La loi « Hôpital », affirme le directeur comme patron de l'hôpital. Pas un patron de droits divin mais un patron qui rendra des comptes à l'Agence régionale de santé et c'est normal de rendre des comptes. Et aux côtés du directeur de l'hôpital, il y aura le président de la CME qui deviendra, je le dis aux médecins, vice-président du directoire. A l'hôpital, le projet est d'abord médical et les médecins, les professionnels de santé ont un rôle majeur. Mais pour l'organisation, la gestion de l'hôpital, il faut bien qu'il y ait quelqu'un qui tranche, ne serait-ce que parce qu'à l'exception de Rambouillet où tout se passe bien il est des hôpitaux où il y a une certaine rivalité entre les services. Ces rivalités peuvent être positives. Quand vous êtes chef de service, quand vous appartenez à un service et qu'il y a une enveloppe d'investissements dans l'hôpital qui n'est pas illimitée et qu'il s'agit de savoir si l'on va donner à la maternité ou si l'on va donner au service de chirurgie ou à un autre service, c'est normal qu'il y ait une confrontation. Et il faut bien qu'il y ait des gens qui tranchent.

Nous allons également réfléchir au statut du personnel, nous allons nous intéresser à l'équilibre des budgets et enfin, à ce que vous avez fait, vous, à Rambouillet -soyez-en félicité Monsieur le Président- nous allons développer les communautés hospitalières de territoire, parce que c'est capital de travailler en réseau. Et puis on va parler aux Français franchement. L'hôpital ne peut pas être le réceptacle de toutes les souffrances de la société, tout le monde ne peut pas aller à n'importe quelle heure, n'importe comment, pour n'importe quelles raisons aux urgences. On peut multiplier par 25 le personnel des urgences mais si on continue à considérer que l'urgence est un droit et une commodité, cela ne changera rien. Ce sera toute la mission des ARS.

Roselyne BACHELOT a été encore une fois très courageuse de mettre chacun devant ses responsabilités. Les médecins de ville devront aussi faire des gardes. Celles-ci font partie des contraintes, des vicissitudes dirions-nous de la profession de médecin, que l'on soit médecin de ville ou praticien hospitalier. Le service des urgences ne peut pas être dans un bassin de population de 100 000 ou 200 000 personnes, le seul lieu de soins ouvert. Mais il faut être honnête aussi. Un mal de tête, est-ce une vulgaire migraine, ou est-ce que c'est quelque chose de plus sérieux ? On voit parfois arriver dans les services d'urgences un panaris à 3 h 00 du matin. C'est un problème d'amont. On a aussi le problème de l'aval. Il faut absolument que l'on desserre la pression sur l'hôpital. Je sais qu'à Rambouillet vous avez un service de gériatrie. L'hôpital est là pour gérer les crises aiguës, pour soigner, pour apporter une réponse médicale. On ne peut pas garder des patients des années durant, parce que l'on n'a pas assez de maisons de retraite médicalisées, parce que l'on n'a pas assez de structures pour Alzheimer.

On a donc décidé de remettre l'hôpital au cœur de la société, de redéfinir ses missions, de

On a donc décidé de remettre l'hôpital au cœur de la société, de redéfinir ses missions, de provoquer un certain nombre de restructurations. L'époque où comme il y a 20 ans, un hôpital voulait tout, le plateau chirurgical, le service de médecine, la néonatalogie, la pédiatrie, cette époque n'existe plus. L'alliance que vous avez le centre hospitalier de Versailles, pour travailler ensemble sur le cardiovasculaire, ce que l'on m'a montré avec les techniques d'imagerie, c'est vraiment quelque chose que je veux promouvoir.

Je veux dire au personnel hospitalier qui est ici que je suis parfaitement conscient de la difficulté de votre travail. Si je n'en étais pas conscient, je ne m'en occuperais pas quasiment tous les jours. Je vais très souvent dans les établissements hospitaliers, parce que vous êtes des gens aimés profondément par les Français, parce que lorsque l'on a un pépin dans sa famille on est bien content de trouver l'hôpital ouvert de jour comme de nuit avec des professionnels qui mettent de côté leurs problèmes personnels, vous en avez comme tout le monde, pour s'occuper des problèmes des autres. Il ne faut pas que vous craigniez la réforme. Je sais bien qu'en France, et c'est normal, on craint toujours ce qui va changer. Je ne dis pas que la réforme que nous faisons réussira sur tout. S'il y a des aspects qu'il faut modifier, on les modifiera. Il faut s'habituer aux réformes qu'on réaménage, qu'en permanence on essaye d'améliorer. Mais je ne me laisserai pas prendre par des lobbies, soit des grands patrons, soit des tous petits patrons. J'essaierai de penser à la réalité de la population qui travaille et qui vit à l'hôpital. Vous savez la tranquillité pour moi ça aurait été de ne pas m'occuper de cela. Il y a des dossiers difficiles, mais celui-ci est vraiment difficile. Je sais qu'à l'intérieur de l'hôpital, il y a le problème des métiers. On commence avec Roselyne BACHELOT par les infirmières parce qu'elles sont les plus nombreuses. Mais je le disais tout à l'heure à vos représentants syndicaux, il y a toute la question du statut des 14 métiers paramédicaux de l'hôpital. Je pense que l'on peut revaloriser votre pouvoir d'achat de la façon suivante : en améliorant les conditions de formation initiale et de formation continue. Qu'est-ce que je vais faire avec les enseignants ? Je veux la masterisation, c'est-à-dire les amener au niveau des masters, donc quatre ans, ce qui permettra de mieux les payer, parce que si l'on a une meilleure formation, on commence plus haut dans la grille indiciaire. Pour les infirmières, c'est pareil. A partir du moment où l'on reconnaît le niveau licence - et je ne vois pas pourquoi d'ailleurs on ne devrait pas reconnaître le niveau licence avec trois ans d'études - il y aura des conséquences statutaires. On va en discuter avec vous.

Cette reconnaissance va augmenter la rémunération des infirmières débutantes et donc, naturellement, améliorer leur pouvoir d'achat.

Tout à l'heure, quelqu'un m'a dit « il faut augmenter nos salaires ». Je rencontre peu de personnes qui me disent « surtout diminuez nos salaires ». Il faut le faire dans le cadre des contraintes qui sont les miennes.

Comment va-t-on répondre aux problèmes de l'hôpital ? Une nouvelle organisation, une restructuration, un travail en réseau. Une nouvelle définition des missions de l'hôpital, pour que vous ne soyez pas embolisés à l'entrée par les urgences et embolisés à la sortie par les personnes très âgées et extrêmement dépendantes. Enfin, régler les problèmes de statut.

Même si ce n'est pas facile à entendre, mon devoir, c'est de vous le dire : tout ne se réduit pas à une augmentation des crédits. Bien-sûr que cela compte, mais il n'y a pas que cela. Parce que s'il n'y avait que cela, l'hôpital devrait être très heureux car il n'y a pas un secteur de la société française qui a vu ses crédits plus augmenter - à juste titre - il ne s'agit de pas de le contester, il s'agit de voir ce qu'il en est et que la société vous rende l'investissement fantastique qui est le vôtre.

Vous faites un beau métier, vous aimez ce métier, ce n'est pas une raison pour qu'on ne parle pas des conditions de votre travail. A cela s'ajoutent les problèmes de responsabilité. Vous connaissez le peu d'appétence qu'ont nos compatriotes pour la douleur. Quand je suis né, ce n'était quand même pas le Moyen âge, la notion même de péridurale n'existait pas. Aujourd'hui, dans un service de maternité, une femme qui ne demande pas une péridurale - mis à part les cas de césarienne, accouchement précipité, etc. - est une exception.

J'imagine les infirmières qui soignent les cancers et qui voient une boîte des dernières ampoules de chimiothérapie. La boîte coûte le salaire d'un mois d'une infirmière. Je vois bien ce qu'elles

doivent ressentir. Tout cela, je l'ai parfaitement en tête et j'ai voulu, aux côtés de la Ministre de la santé que je remercie, m'investir totalement dans les questions de l'hôpital.

J'ai dit à Christine BOUTIN que l'hôpital est aussi une affaire d'humanité. Et, l'humanité, on ne la doit pas simplement aux malades, on la doit aussi au personnel qui travaille. J'aime bien venir dans votre établissement, pour une raison qui est simple, c'est que j'aime les gens qui aiment leur métier. J'aime la passion. Toute à l'heure, je m'entretenais avec les syndicalistes. Je ne peux pas reprocher à quelqu'un d'aimer passionnément ce qu'il fait, même si ce qu'il dit n'est pas toujours lumineux. J'ai beaucoup de sympathie pour l'engagement à une cause et je crois que c'est quand même quelque chose qui vous réunit tous, quels que soient votre âge, votre métier, vos origines, votre sexe. C'est cette même passion. Les gens qui travaillent dans un hôpital vont avec plaisir à leur travail mais ils portent un poids très lourd et le rôle du Président de la République, c'est de le reconnaître, de le valoriser et d'essayer d'y apporter des réponses. Merci à tous.